

Numéro 47 - 1er avril 2016

**Les Argentins manifestent contre la visite
du président des États-Unis**

**Les mouvements sociaux disent
«Obama, Macri, dehors!»**



Les Argentins manifestent contre la visite du président des États-Unis

- Les mouvements sociaux disent «Obama, Macri, dehors!»

La visite du président des États-Unis à Cuba

- Le frère Obama - *Fidel Castro Ruz*
- Obama au Grand Théâtre ou le grand théâtre d'Obama à La Havane?
- *Iroel Sánchez*

VIIe Congrès du Parti communiste de Cuba

- À moins d'un mois du Congrès du Parti - *Granma*

Les Argentins manifestent contre la visite du président des États-Unis

**Les mouvements sociaux disent
«Obama, Macri, dehors!»**

Du 22 au 24 mars, des manifestations de masse ont eu lieu partout en Argentine pendant la visite du président des États-Unis, Barack Obama. Le dernier jour de sa visite coïncidait avec la Journée du Souvenir pour la Vérité et la Justice en Argentine, qui souligne l'anniversaire du coup d'État militaire appuyé par les États-Unis qui a eu lieu le 24 mars 1976. Obama devait se trouver dans la capitale, Buenos Aires, le jour de l'anniversaire mais il a changé son horaire suite aux manifestations et a passé presque toute la journée dans la ville de Bariloche. Les résidents de Bariloche ont eux aussi manifesté à l'arrivée d'Obama.

Le 24 mars, des centaines de milliers d'Argentins sont descendus dans la rue pour commémorer les plus de 30 000 victimes de la dictature et de la guerre sale appuyées par les États-Unis et pour condamner le gouvernement néolibéral argentin du président Mauricio Macri et l'ingérence continue des États-Unis en Argentine et en Amérique latine. [1]

Avant de se rendre à Bariloche, Obama a fait une déclaration aux côtés du président argentin Mauricio Macri lors d'un événement tenu au parc Memorial de Buenos Aires. Obama a rendu hommage à ceux qui ont lutté contre la dictature militaire en Argentine mais n'a rien dit du rôle qu'a joué le gouvernement des États-Unis en appui à cette dictature et n'a pas présenté d'excuses au nom du gouvernement. Des organisations comme les Mères de la place de Mai, fondée en 1977 pour retrouver les enfants volés, enlevés ou nés de mères détenues cette guerre sale, ont annoncé qu'elles ne participeraient pas à l'événement.



Obama a écarté les questions des médias portant sur le rôle des États-Unis dans la région, disant que « je ne veux pas commencer à parler de toutes les actions que les États-Unis ont faites en

Amérique latine depuis une centaine d'années. Je soupçonne que tout le monde ici en sait quelque chose ». Il a qualifié la politique étasunienne d'appui à des régimes qui ont été responsables de la torture, de l'assassinat et de la disparition de dizaines de milliers de personnes de « contre-productive ». « Il ne manque pas d'auto-critique aux États-Unis. Surtout de critique envers leur président, le gouvernement et la politique étrangère des États-Unis », a-t-il dit aux journalistes.

Déclaration des mouvements sociaux argentins

« Obama hors d'Argentine » Les mouvements sociaux argentins ont émis une déclaration en opposition à la visite du président des États-Unis et aux actions du gouvernement néolibéral de Macri.

« Nous condamnons la présence dans notre pays du président des États-Unis Barack Obama en tant que représentant de l'État impérialiste le plus puissant de la planète qui, de concert avec d'autres puissances mondiales et d'autres forces réactionnaires, est responsable non seulement d'une grande partie des souffrances de notre peuple mais aussi de celles des peuples du monde.

« On le voit avec la situation qui règne en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye et dans plusieurs autres pays qui subissent l'agression directe et indirecte de cette puissance qui a aussi [d'autres] prisons et centres de torture comme celui qu'elle exhibe ouvertement à Guantanamo.

« La date de la visite d'Obama coïncide avec le 40e anniversaire du coup d'État du 24 mars 1976 dont sont responsables les États-Unis et d'autres puissances impérialistes et forces réactionnaires en Argentine.

« Il s'agit donc d'une provocation contre le peuple que nous ne pouvons pas accepter.

« Nous ne pouvons pas non plus oublier le rôle joué [par les États-Unis] en appui à l'impérialisme britannique pendant la guerre des Falklands.

« Le président Macri a accepté cette visite dans le cadre d'un accord entre son gouvernement et le juge fédéral des États-Unis, Griesa, et les fonds vautours, qui est une version nouvelle des mécanismes d'endettement et de pillage éhonté qui ont commencé sous la dictature de Videla et de Martinez Hoz et ont été validés ultérieurement par les gouvernements constitutionnels successifs.

« Aujourd'hui nous constatons que le gouvernement national de même que les provinces se préparent à s'engouffrer une fois de plus dans la voie de l'endettement national et de l'usure. Alors que des ententes secrètes continuent d'être conclues, comme celle entre YPF et Chevron, et que sont adoptées des lois comme la « Loi sur le terrorisme », on assiste à de nouveaux développements dans le domaine de la 'sécurité' et maintenant avec le traité de Partenariat transpacifique qui va à l'encontre des intérêts du peuple et de l'Argentine.

« C'est pour toutes ces raisons que nous nous opposons à la visite du président des États-unis, Barack Obama, et appelons à une mobilisation de masse le 24 mars, 40 ans jour pour jour après le coup d'État génocidaire, pour dénoncer sa présence dans notre pays.

« Quarante ans après le coup génocidaire, nous luttons toujours contre l'impunité passée et présente. Présentement, il y a 30 000 détenus disparus parmi nos camarades.

« Obama, hors d'Argentine ! Non à l'accord, non au pillage et non à la répression par le gouvernement Macri et les gouvernements provinciaux !

Les ententes conclues

Un des objectifs principaux de la visite d'Obama était la promotion d'intérêts monopolistes étasuniens en Argentine sous un nouveau gouvernement argentin qui lui-même entretient des liens serrés avec l'élite dirigeante des États-Unis. Un certain nombre de représentants gouvernementaux sont eux-mêmes d'anciens PDG qui cherchent à conclure des accords au profit d'intérêts monopolistes privés.

Obama et Macri ont signé une entente juste avant la conférence de presse conjointe du 23 mars. Selon les médias, l'Argentine s'y est engagée à reconnaître les « droits de propriété intellectuelle » sur les semences, au profit des monopoles agro-industriels comme Monsanto. Les petits agriculteurs argentins luttent depuis des années contre les monopoles qui leur demandent de verser des « redevances » sur les semences qu'ils ont eux-mêmes cultivées.



La visite visait aussi à « rétablir la collaboration en matière de défense et de sécurité ». Le nouveau gouvernement argentin a déjà conclu des ententes avec les agences fédérales de sécurité des États-Unis sur le partage d'information et sur la formation de même que sur la « guerre contre la drogue ».

Obama s'est aussi dit satisfait de la décision du gouvernement Macri de s'engager à payer près de 5 milliards \$US en remboursement de dettes envers quatre fonds spéculatifs américains, ce qui va alourdir encore plus l'endettement de l'Argentine aux prêteurs internationaux. [2] « Parfois, mieux vaut accepter un fardeau à court terme et agir de façon décisive plutôt que de remettre les choses à demain pour se retrouver ensuite avec des problèmes sans fin qui ne vous permettent pas de rétablir la stabilité et la confiance souhaitées », a dit Obama.

Obama a aussi loué les politiques économiques néolibérales mises en oeuvre par le gouvernement Macri pendant ses 100 premiers jours au pouvoir. Alan B. Cibils, un économiste de Buenos Aires, a dit à TeleSUR que ces louanges ne sont pas « nécessaires » et « sont problématiques » compte tenu de l'impact dévastateur des réformes de Macri sur les travailleurs. Macri a procédé au « plus imposant transfert de revenu vers les secteurs riches de l'histoire récente du pays ».

Les politiques de Macri, combinées au contrôle des marchés argentins par les États-Unis, vont avoir des conséquences désastreuses pour la classe ouvrière de l'Argentine, qui s'ajoutent aux effets négatifs de la récession mondiale dans tout le continent, a dit Cibils. Il a ajouté que ce n'est pas surprenant que les médias de nouvelles financières Bloomberg aient mis à la une le titre : « Wall Street contrôle (une fois de plus) l'Argentine. »

Notes

1. Parmi les crimes commis contre l'Argentine par le gouvernement des États-Unis, on compte l'Opération Condor - une campagne d'assassinats et de répression politiques commencée officiellement en 1975 à Santiago, au Chili, par les cercles dirigeants du Chili, de l'Argentine,

d'Uruguay et du Brésil dans le but d'éradiquer l'influence et les idées socialistes et communistes et d'éliminer les mouvements d'opposition aux gouvernements en place. Les États-Unis ont d'abord proposé le Plan Condor en 1968, appelant à un « déploiement coordonné des forces de sécurité intérieure dans les pays de l'Amérique latine ». Condor est responsable de plus de 60 000 morts, de 30 000 « disparitions » et de 400 000 emprisonnements.

2. Le gouvernement précédent de Cristina Kirchner avait contesté l'endettement provenant d'un défaut de paiement de l'Argentine face à des obligations de 100 milliards \$. Ces obligations faisaient partie de la dette du pays encourue sous la dictature militaire et les régimes néolibéraux, notamment pour des achats d'équipement militaire des États-Unis et de l'Europe. Le défaut de paiement de 2001 a mené en 2005 et 2010 à une conversion de créances par laquelle les institutions financières internationales ont accepté d'échanger les anciennes obligations contre de nouvelles de moindre valeur. Les fonds spéculatifs en question, mieux connus sous le nom de « fonds vautours », ont acheté les anciennes obligations pour une bouchée de pain, ont refusé de les échanger contre de nouvelles obligations et ont demandé un remboursement complet des anciennes obligations. Le gouvernement Macri a déposé une proposition au parlement argentin visant à régler les dettes en cours, conformément à une décision de 2013 de la Cour suprême des États-Unis qui ordonne au gouvernement argentin de payer 1,5 milliards \$ en principal plus intérêt à deux institutions financières étasuniennes, NML Capital et Aurelius.

(TeleSUR, New York Times. Photos : TeleSUR, HIJOS Capital, FPDS)



La visite du président des États-Unis à Cuba

Le frère Obama

- Fidel Castro Ruz -



Conférence de presse des présidents Obama et Castro à La Havane le 21 mars 2016 (MINREX)

Les rois d'Espagne nous ont amenés les conquistadors et les propriétaires, dont les traces sont restées empreintes dans les parcelles de terre circulaires assignées aux chercheurs d'or dans les sables des rivières, une forme abusive et honteuse d'exploitation dont on peut apercevoir encore les vestiges depuis les airs dans de nombreux endroits du pays.

Le tourisme, aujourd'hui, consiste en grande partie à montrer les délices des paysages et à savourer les mets exquis de nos mers, à condition de les partager avec le capital privé des grandes sociétés étrangères, dont les recettes ne méritent aucune attention si elles ne se chiffrent pas par milliards de dollars per capita.

Puisque je me suis vu obligé de mentionner le sujet, je me dois d'ajouter, notamment à l'attention des jeunes, que rares sont ceux qui se rendent compte de l'importance d'une telle condition en ce moment singulier de l'histoire humaine. Je n'irai pas jusqu'à dire que le temps a été perdu, mais je n'hésite pas à affirmer que nous ne sommes pas suffisamment informés, ni vous, ni nous, des connaissances, de la prise de conscience qu'il nous faudrait pour relever les défis de la réalité. La première chose à prendre en compte, c'est que nos vies sont une fraction de seconde au regard de l'Histoire, qu'il faut aussi partager les besoins vitaux de tout être humain. Une des particularités de celui-ci réside dans la tendance à la surévaluation de son rôle, ce qui contraste par ailleurs avec le nombre extraordinaire de personnes qui incarnent les rêves les plus élevés.



Fidel Castro entouré des cinq héros cubains le 28 février 2015, peu de temps après leur retour à Cuba

Personne, cependant n'est bon ni mauvais en soi. Aucun d'entre nous n'est préparé au rôle qu'il est appelé à assumer dans la société révolutionnaire. En partie, nous, les Cubains, avons eu le privilège de compter sur l'exemple de José Martí. Je me demande même s'il aurait dû mourir ou pas à Dos Rios, lorsqu'il dit « Pour moi, il est temps », et qu'il chargea les forces espagnoles retranchées derrière une solide ligne de feu. Il ne voulait pas retourner aux États-Unis et personne n'aurait pu l'en obliger. Quelqu'un arracha quelques feuilles de son journal. Qui a bien pu commettre cette faute perfide, si ce n'est sans aucun doute un intrigant sans scrupules ? On connaît les divergences qu'il y avait entre les Chefs, mais jamais d'indisciplines.

« Quiconque tentera de s'emparer de Cuba ne recueillera que la poussière de son sol baigné de sang, s'il ne périt pas dans la bataille ! », s'était écrié le glorieux leader noir Antonio Maceo. Maximo Gomez est également reconnu comme le chef militaire le plus discipliné et discret de notre histoire.

Vu sous un autre angle, comment ne pas être saisi d'admiration devant l'indignation de Bonifacio Byrne lorsque, depuis l'embarcation lointaine qui le ramenait à Cuba, ayant aperçu un autre drapeau à côté de la bannière de l'étoile solitaire, déclara : « Mon drapeau est celui qui n'a jamais été mercenaire », avant d'ajouter aussitôt l'une des plus belles phrases qu'il m'ait été donné d'entendre : « Si un jour mon drapeau est déchiré en petits morceaux / nos morts levant les bras / sauront encore le défendre ! » Jamais je n'oublierai non plus les paroles enflammées de Camilo Cienfuegos ce soir-là, lorsqu'à plusieurs dizaine de mètres des bazookas et des mitrailleuses d'origine étasuniennes aux mains de contre-révolutionnaires, était braquées sur la terrasse où nous étions. Obama était né en août 1961, comme il l'a lui-même expliqué. Plus d'un demi-siècle devait s'écouler depuis ce moment-là.

Voyons cependant comment pense aujourd'hui notre illustre visiteur :

« Je suis venu pour enterrer les derniers vestiges de la guerre froide dans les Amériques. Je suis venu tendre la main de l'amitié au peuple cubain. »

Tout de suite après, un déluge de concepts, complètement nouveaux pour la plupart d'entre nous :

« Vous comme nous, nous vivons dans un nouveau monde colonisés par les Européens », devait ajouter le Président des États-Unis. « Cuba, à l'instar des États-Unis, a été construite en partie par les esclaves amenés ici en provenance d'Afrique. Comme les États-Unis, le peuple cubain a un héritage d'esclaves et d'esclavagistes ».

Les populations autochtones n'existent en rien dans l'esprit d'Obama. Il ne dit pas non plus que la discrimination raciale fut balayée par la Révolution ; que les retraites et les salaires de tous les Cubains furent décrétés par cette même Révolution avant que M. Obama lui-même n'est fêté ses 10 ans. L'odieuse habitude bourgeoise et raciste d'engager des sbires pour que les citoyens noirs soient expulsés des centres de loisirs fut balayée par la Révolution cubaine. Celle-ci entrera dans l'Histoire pour la bataille qu'elle a livrée en Angola contre l'apartheid, en mettant fin à la présence d'armes nucléaires dans un continent de plus d'un milliard d'habitants. Tel n'était pas le but de notre solidarité, mais d'aider les peuples d'Angola, du Mozambique, de Guinée Bissau et autres de la domination coloniale fasciste du Portugal.

En 1961, à peine un an et trois mois après le triomphe de la Révolution, une force mercenaire équipée de canons et d'infanterie blindée et d'avions, entraînée et escortée par des bâtiments de guerre et des porte-avions des États-Unis, lança une attaque surprise contre notre pays. Rien ne pourra justifier cette attaque en traître qui coûta à notre pays des centaines de pertes, entre morts et blessés. Sur cette brigade d'assaut pro-yankee, il n'est établi nulle part qu'un seul mercenaire aurait pu être évacué. Des avions de combats yankees furent présentés aux Nations Unies comme appartenant à des forces cubaines mutinées.

Nous connaissons largement l'expérience militaire et la puissance de ce pays. En Afrique, ils ont également cru que la Cuba révolutionnaire serait facilement mise hors de combat. L'attaque lancée par le sud de l'Angola par les brigades motorisées de l'Afrique du Sud raciste les amena aux abords de Luanda, la capitale de ce pays. Ici s'engagea une bataille qui allait durer pas moins de 15 ans. Je ne parlerais même pas de ces choses-là, s'il n'avait pas été de mon devoir élémentaire de répondre au discours d'Obama au Grand théâtre de La Havane Alicia Alonso.

Je ne tenterai pas non plus de donner des détails. Je tiens juste à souligner que sur ces terres fut écrite une page glorieuse de la lutte pour la libération de l'être humain. D'une certaine manière, j'aurais souhaité que la conduite d'Obama fût correcte. Ses origines humbles et son intelligence naturelle étaient évidentes. Mandela était prisonnier à vie et il était devenu un géant de la lutte pour la dignité humaine. Un jour, j'ai pu avoir entre mes mains une copie du livre qui raconte une partie de la vie de Mandela, et quelle ne fut pas ma surprise en découvrant qu'elle était préfacée par Barack Obama. Je l'ai feuilleté rapidement. C'était incroyable de voir l'écriture minuscule de Mandela, ses notes précisant des données. Cela vaut la peine d'avoir connu des hommes tels que lui.

Concernant l'épisode d'Afrique du Sud, j'aimerais rappeler une autre expérience. Je souhaitais vraiment connaître plus en détails la manière dont les Sud-africains s'étaient procuré les armes nucléaires. Je ne disposais que de l'information précise selon laquelle ils n'avaient pas plus de 10 ou 12 bombes. Une source de confiance serait le professeur et chercheur Piero Gleijeses, qui avait rédigé le texte de « Missions en conflit : La Havane, Washington et l'Afrique 1959-1976 », un excellent travail. Je savais qu'il constituait la source la plus sûre sur ces événements, et je le lui ai fait savoir. Il m'a répondu qu'il n'avait plus reparlé de la question, car dans le texte il avait répondu à la question du camarade Jorge Risquet, qui avait été ambassadeur ou coopérant cubain en Angola, et dont il était un ami très proche. J'ai réussi à joindre Risquet, qui s'acquittait d'autres tâches importantes et était attelé à terminer un cours qui devait encore lui prendre quelques

semaines. Cette tâche coïncida avec un voyage assez récent de Piero à notre pays. Je lui avais fait savoir que Risquet avait un certain âge et que son état de santé n'était pas optimal. Quelques jours après, il s'est passé ce que je redoutais. L'état de Risquet a empiré et il est décédé. À l'arrivée de Piero, il n'y avait plus rien à faire, à part des promesses, mais j'avais quand même pu obtenir des informations sur ce qui avait trait à ce genre d'armes et sur l'aide que l'Afrique du Sud raciste avait obtenue de Reagan et d'Israël.

J'ignore ce qu'Obama aura à dire sur cette histoire. J'ignore ce qu'il savait ou pas, même s'il est difficile de croire qu'il ne savait absolument rien. Ma modeste suggestion est qu'il réfléchisse et qu'il n'essaie pas d'élaborer des théories sur la politique cubaine.

Il y a une question importante :

Obama a prononcé un discours où il utilise des mots mielleux pour signaler : « Il est temps d'oublier le passé, laissons le passé en arrière, regardons vers l'avenir, regardons-le ensemble, un avenir d'espoir. Et ceci ne sera pas facile, il y aura des défis, et nous allons leur laisser le temps. Mais mon séjour ici me remplit d'espoir sur ce que nous pouvons faire ensemble comme des amis, comme des familles, comme des voisins, ensemble ».

Il est à supposer que chacun d'entre nous a frôlé l'infarctus en écoutant ces paroles du Président des États-Unis. Après un blocus impitoyable qui dure depuis près de 60 ans et ceux qui sont morts victimes des attaques mercenaires contre des bateaux et des ports cubains, un avion de ligne plein de passagers fait exploser en plein vol, des invasions mercenaires, toutes sortes d'actes de violence et de force ?

Que personne ne se fasse d'illusions sur le fait que le peuple de ce pays noble et désintéressé renoncera à la gloire et aux droits, à la richesse spirituelle qu'il a acquise par le développement de l'éducation, la science et la culture.

J'avertis en outre que nous sommes capables de produire des aliments et les richesses matérielles dont nous avons besoin grâce aux efforts et à l'intelligence de notre peuple. Nous n'avons pas besoin que l'empire nous fasse cadeau de quoi que ce soit. Nos efforts seront légaux et pacifiques, parce que tel est notre engagement envers la paix et la fraternité de tous les êtres humains qui vivons sur cette planète.

Fidel Castro Ruz
Le 27 mars 2016



Obama au Grand Théâtre ou le grand théâtre d'Obama à La Havane?

- Iroel Sánchez -

Cuba, l'Amérique latine et le monde ont écouté avec beaucoup d'attentes le discours conciliatoire, intelligent et séducteur de Barack Obama au Grand Théâtre de La Havane le 22 mars. Ce n'était pas la première fois pendant sa visite qu'il s'adressait directement aux Cubains dans un discours retransmis par la télévision nationale, mais c'était la première fois depuis son arrivée sur l'île deux jours plus tôt que le président des États-Unis était seul sur scène.

Conformément à la culture politique qu'il représente, et comme ce fut le cas depuis qu'il est arrivé à La Havane, rien n'a été laissé au hasard et les téléprompteurs amenés de Washington — les mêmes qu'il a utilisés dans son dialogue avec le comique le plus populaire de Cuba ? — étaient partout sur la scène, assurant que le président prononcerait sans encombre son discours préparé avec beaucoup de soin.

On pouvait remarquer deux personnes assises avec les 40 membres du Congrès venus des États-Unis pour l'occasion qui s'agitaient chaque fois qu'il fallait applaudir les mots de l'orateur. Ce groupe de législateurs, et les membres de la délégation qui accompagnaient Obama pendant sa visite, ont été les seuls à applaudir chaque fois que le président offrait un conseil paternaliste ou, pire encore, s'ingérait dans nos affaires de façon plus ou moins ouverte.

Quelques secondes avant le début, un machiniste est venu placer en vitesse le bouclier avec l'aigle chauve devant le podium, comme s'il était nécessaire d'avoir un symbole prédominant entre les drapeaux cubains et américains disposés sur la scène et devant l'auditoire.

Comme on pouvait s'y attendre, le début du discours a été consacré à une condamnation des attaques terroristes que venait juste de commettre l'État islamique en Belgique et à l'engagement de « faire tout ce qui est nécessaire » pour « traduire les responsables en justice ». Cependant, comme on s'y attendait, même cet acte terrible n'a pas amené l'orateur à mentionner les 3478 Cubains qui ont été victimes du terrorisme perpétré, financé et encouragé par les États-Unis contre ce pays qui, de son propre aveu, l'a accueilli chaleureusement, lui, sa famille et sa délégation. Rien surtout sur l'inaction complète dont fait preuve son gouvernement en ce qui concerne « traduire en justice les responsables » de ces crimes.

À plusieurs reprises, il s'est mis à raconter des histoires, fidèle à ce que l'écrivain Christian Salmon appelle « la machine à fabriquer des histoires et à façonner les esprits », utilisant des histoires personnelles avec l'intention politique de présenter la révolution cubaine comme une chose du passé. Il nous a dit des choses vraies, incontestables, sur l'arrivée de son père aux États-Unis en 1959 et sur sa naissance l'année de l'invasion de la CIA qui a été défaite à la Baie des Cochons, afin d'éviter de parler d'événements comme l'enlèvement d'Elián González et de l'emprisonnement injuste des Cinq Cubains qui se sont produits au 21^e siècle et ont été vécus par la jeune génération de l'île.

Il faut admettre cependant qu'il a aussi présenté des éloges. Toute personne intelligente — Obama en est une — sait que la critique passe mieux quand elle est précédée d'éloges. Il a applaudi nos médecins, nos athlètes, toujours sur une base individuelle, sans reconnaître et encore moins remettre en question les programmes et les règles toujours en vigueur que le gouvernement des États-Unis a mis en place pour nous les enlever.

Son discours a été marqué par l'emploi de paires de mots présentés comme opposés un à l'autre, jeunesse et histoire, État et individus, gouvernement et peuple, passé et avenir, accompagnés d'histoires, pour illustrer une discordance qui existerait dans la société cubaine. Il a parlé d' «



entrepreneurs » qui ont réussi, dont nous pouvons et devrions suivre l'exemple selon lui, en profitant du « changement » qu'il ne nous impose plus mais nous suggère, et en nous basant sur nos propres compatriotes qui ont utilisé les « opportunités » que le capitalisme américain nous offre et dont lui ont parlé ceux qu'il avait rencontrés la veille dans une brasserie de La Havane. En passant, le mot « changement » revient 14 fois dans son discours.

La réalité nous enseigne cependant que pour chaque succès il y a des milliers d'échecs et que chaque succès économique dans le monde aujourd'hui s'accompagne le plus de souvent d'espoirs brisés pour plusieurs. En encourageant l'entreprise privée à Cuba, lui un professeur de Harvard bien au fait de ce grand enseignement du *Manifeste du parti communiste* à l'effet qu'elle a été abolie en pratique pour les neuf-dixièmes de l'humanité, il ne fait pas montre de grande honnêteté.

Après avoir noté certaines similarités entre Cuba et les États-Unis, il a établi un contraste entre les deux pays dans un paragraphe clé dans lequel la démocratie devient l'apanage du système américain, que celui-ci a essayé d'imposer partout dans le monde, et le socialisme un système fermé et l'État cubain un État qui a usurpé tous les droits :

« Cuba est un système à un seul parti, les États-Unis une démocratie à plusieurs partis ; Cuba suit un modèle d'économie socialiste, les États-Unis ont un marché libre ; Cuba se fonde sur le rôle et les droits de l'État, les États-Unis sur les droits de l'individu. »

Nous devrions demander aux Étatsuniens combien de temps leur système pluripartite durerait si, comme les Cubains, ils avaient le droit de nommer et de sélectionner leurs représentants parmi leurs pairs sans l'intervention d'intermédiaires de quelque parti. Poursuivant sur le thème de la démocratisation, le même président qui la veille parlait d'entrepreneurs ayant réussi et ne parlait même pas des travailleurs nous a dit au Grand Théâtre que dans son pays « les travailleurs peuvent se faire entendre » sans dire que seulement 11 % d'entre eux sont syndiqués.

Regardant autour de nous, là où le « système », la « démocratie » et le « modèle économique » ne semblent pas déplaire aux États-Unis, on voit que l'exercice réel « des droits de l'individu » dont on parle beaucoup plus qu'à Cuba y est une illusion. Comme le dit l'historien Fernando Martinez Heredia, il existe peut-être des gens qui pensent que la venue d'Obama à Cuba va améliorer les conditions matérielles d'existence d'une grande partie des Cubains, ce qui dénote une grande confusion.

Aucun pays dans le voisinage de Cuba ne se porte mieux socialement que l'île même s'il ne souffre pas d'un blocus économique. Loin de là, ces pays souffrent de violence structurelle, du travail des enfants et du trafic de drogues qui n'existent même pas ici. Lorsque les États-Unis parlent de « donner le pouvoir au peuple Cubain » ce qu'ils cherchent à faire c'est de développer une minorité qui, comme c'est le cas dans ces pays, va administrer le pays pour eux et selon leurs intérêts. Ils disent maintenant ne pas vouloir imposer leur « changement de régime » discrédité, bien qu'ils n'aient par retiré un sou des fonds qu'ils ont alloués au changement de régime. Avec leurs nouvelles politiques, ils espèrent créer les conditions pour que nous-mêmes nous le fassions.

Le 4 juin 2009, Obama a pris la parole à l'Université du Caire, un lieu emblématique de l'islam et du monde arabe et de tout le Moyen-Orient. Il a prononcé un discours grandiose de la part d'un président au pouvoir depuis à peine cinq mois. À ce moment-là, Fidel avait écrit :

« Même le pape Benoît XVI n'aurait pu parler de façon plus écuménique qu'Obama. Je me suis imaginé un instant un musulman, un catholique, un chrétien, ou un juif, ou un adepte de quelqu'autre religion, tous remplis de piété, écoutant le président dans cette salle spacieuse de l'Université Al-Azhar. Ils auraient été incapables de dire s'ils se trouvaient dans une cathédrale catholique, une église chrétienne, une mosquée ou une synagogue. »

Comme un ami me l'a suggéré, vous pouvez mettre le mot « Cuba » ou « Cubains » chaque fois qu'il prononce les mots « Islam », « Iran », « Palestiniens » ou « musulmans » ; vous pouvez remplacer les citations du Coran (la parole de Mahomet) par les citations de Martí que le président américain a utilisées le 22 mars, puis comparer les citations du discours dont Fidel a fait mention de manière prophétique dans ses *Réflexions* avec ce qu'Obama a dit au Grand Théâtre. Les similarités sont frappantes mais pour des raisons d'espace je ne m'étendrai pas sur le sujet.

Ce discours avait été suivi du « printemps arabe », de l'effondrement de sociétés laïques comme la Syrie, de la montée du fanatisme religieux, de l'appui des États-Unis pour l'État islamique et des rires de son secrétaire d'État Hillary Clinton quand elle avait appris l'assassinat de Kadhafi. La situation des Palestiniens est encore pire aujourd'hui qu'en 2009, si une telle chose est possible, et les peuples arabes sont les grands perdants du « changement » mis de l'avant par Washington.

Sept ans plus tard, alors que le Moyen-Orient est un enfer vivant qui semble ne pas vouloir finir, Obama continue de prononcer des discours écuméniques. Il est maintenant en train de s'adresser à l'Amérique latine à partir de Cuba, au milieu de contre-réformes néolibérales dans la région pilotées par son gouvernement, citant Jose Martí dans un grand théâtre, lequel, dans ses derniers mots, avait exprimé sa mission d' « empêcher, dans le cours des événements, grâce à l'indépendance de Cuba, les États-Unis de s'étendre dans toutes les Antilles et de pénétrer nos territoires américains avec plus de force ». Cuba l'a reçu et écouté avec respect et est prêt à aller de l'avant dans la voie de la paix pour laquelle il a tant combattu, pour le bien de son peuple et du peuple américain, mais il ne faut pas confondre courtoisie et naïveté.

(*Juventud Rebelde*, 23 mars 2016. Traduction: LML)



VIIe Congrès du Parti communiste de Cuba

À moins d'un mois du Congrès du Parti

- *Granma* -

Moins d'un mois nous sépare du VIIe Congrès du Parti, qui débutera le 16 avril prochain, à l'occasion du 55e anniversaire de la proclamation du caractère socialiste de la Révolution, et exactement 5 ans après la tenue du VIe Congrès. Il se déroulera jusqu'au 19. Ainsi, l'un des objectifs (le No 17), adoptés par la Première Conférence nationale est rigoureusement respecté : maintenir la fréquence établie dans les statuts pour la tenue du congrès du Parti.

Le 29 février dernier, le journal *Granma* a publié de larges informations sur le processus d'élection des délégués au Congrès et, le lendemain, ce même quotidien a informé du début, dans toutes les provinces simultanément, des réunions de consultation des documents qui seront soumis à discussion durant le congrès.

À travers diverses voies, certaines préoccupations des militants du Parti (et de non-militants) sont parvenues à la rédaction du journal : ils voudraient savoir les raisons pour lesquelles il n'a pas été prévu à cette occasion un processus de discussion populaire semblable à celui effectué il y a cinq ans concernant le projet des Orientations de la politique économique et sociale du Parti et la Révolution.

Le fait que certains critères ou préoccupations soient exprimés à cet égard n'est en rien critiquable, encore moins lorsque ces inquiétudes sont émises par des personnes véritablement préoccupées par

le travail du Parti et les destinées du pays. Bien au contraire : il s'agit d'une démonstration de démocratie et de participation qui sont les caractéristiques intrinsèques du socialisme que nous construisons. Raul Castro lui-même, lors de la clôture de la Première conférence nationale du Parti, a appelé à « promouvoir un climat de confiance maximale et la création des conditions requises pour le plus vaste et plus sincère échange de points de vue, à tous les niveaux, aussi bien au sein de l'organisation que dans ses liens avec les travailleurs et la population [...] ».

Il faut dire que la tradition (plutôt, un droit politique conquis), a voulu que tout au long de l'histoire de la Révolution les grandes décisions aient été invariablement discutées avec le peuple. C'est ainsi que sur la Place de la Révolution José Martí furent adoptées la Première et la Deuxième Déclarations de La Havane, et avec la même participation populaire, celle de Santiago de Cuba dans les années 60.

C'est par un vote écrasant de l'immense majorité des Cubains que notre République s'est dotée d'une Constitution socialiste. Et dans les moments les plus difficiles de la Période spéciale, les parlements ouvriers, à travers le pays, ont ratifié que Cuba resterait un éternel Baragua.

Chacun garde en mémoire les discussions exemplaires sur le projet original de 291 directives, publié le 9 novembre 2010. En trois mois (de décembre de cette année-là à février 2011), il a été examiné par le peuple tout entier au cours de 163 079 réunions, avec une participation de 8 913 838 personnes.

Ainsi, 3 019 471 interventions ont été enregistrées, regroupant 781 644 points de vue. Tous ont été analysés dans le détail. Résultat : 94 orientations (32 %) ont été maintenues, 197 ont été modifiées ou intégrées à d'autres (68 % des orientations restantes) et 36 nouvelles ont été ajoutées. Les 311 orientations définitives ont d'abord été analysées au niveau des provinces et ensuite durant les sessions du Congrès par les délégués et les invités. 86 orientations (28 % sur les 311) ont été modifiées et deux nouvelles ont été adoptées. C'est à partir de là qu'est intervenue la rédaction finale des 313 Orientations, une expression authentique de la volonté du peuple, qui a été ratifiée, après le Congrès, par l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire.

Le Congrès a décidé des moyens d'éviter que ses décisions ne restent lettre morte. Il a engagé le gouvernement à créer une Commission permanente pour la mise en oeuvre et le développement, laquelle, sans compromettre les fonctions des organismes de l'Administration centrale de l'État, a assuré la coordination et l'intégralité du processus complexe de mise à jour du modèle économique. Il a également stipulé que le Parti, à tous les niveaux, serait chargé de contrôler, promouvoir et exiger le respect des Orientations adoptées.

Depuis lors, aussi bien le Plénum du Comité central que l'Assemblée nationale ont analysé deux fois par an la mise en oeuvre pratique des accords, à propos de laquelle des informations détaillées ont été publiées dans les différents médias. Il en a été de même pour les réunions du Conseil des ministres, où sont adoptées les mesures politiques permettant la mise en oeuvre des Orientations.



Il a toujours été clair que ce ne serait pas tâche facile, car il ne s'agit pas d'une expérience dans un laboratoire aseptisé, mais de transformations déterminantes, à dimension sociale, avec comme prémisses inviolables de ne pas appliquer les thérapies de choc des pays capitalistes ni abandonner quiconque à son propre sort. Tout cela dans le contexte d'une crise économique internationale et du funeste blocus toujours en vigueur.

Le camarade Raul mettait en garde à ce sujet dans son Rapport central au Congrès : « Nous sommes convaincus que la tâche à accomplir dans ce domaine et dans les autres sujets liés à la mise à jour du modèle économique est pleine de complexités et d'interrelations qui concernent, à plus ou moins grande échelle, toutes les facettes de la société dans son ensemble et, par conséquent, nous savons que ce n'est pas une question qui sera résolue en un jour, pas même en un an, et il faudra au moins cinq ans pour déployer sa mise en oeuvre avec l'harmonie et l'intégrité nécessaires... »

Et c'est ce qui s'est passé. Le bilan des réalisations de ces cinq années révèle que 21 % des Orientations ont déjà été mises en oeuvre, tandis que 77 % sont en cours. Les 2 % restants (5 orientations) n'ont pas été exécutées pour des raisons diverses. Il convient de tenir compte qu'une partie importante des transformations les plus complexes a commencé à être mise en oeuvre en 2014 et 2015, et l'on commence juste à en voir les premiers résultats.

Par conséquent, plutôt que de déployer, à mi-chemin, un processus de débat à l'échelle de toute la société, il convient d'achever ce qui a été commencé, de respecter la volonté populaire exprimée il y a cinq ans, et continuer d'avancer dans la voie tracée par le VIe Congrès.

Ainsi, nous arrivons au VIIe Congrès après la tenue des assemblées de bilan des organisations de base du Parti, ainsi que des comités municipaux et provinciaux. Les rapports présentés dans les provinces ont été publiés dans leur intégralité dans les journaux locaux, et leur contenu a été débattu dans l'ensemble du pays.

Les documents apportés au Congrès sont le résultat d'une élaboration collective à laquelle ont participé des dizaines de fonctionnaires, de chercheurs en sciences économiques et sociales et d'enseignants. Ils ont été analysés au sein du Comité scientifique consultatif de la Commission de mise en oeuvre, composé par plus de 130 spécialistes hautement qualifiés.

Plus tard, ces documents ont été discutés au sein des assemblées plénières du Comité central, en décembre 2015, et en janvier de cette année, puis ils sont arrivés au Comité central après avoir été mis au point au cours d'évaluations successives. Les observations et propositions réalisées par les membres du Parti ont été prises en compte dans la nouvelle version de chacun des six textes qui ont été finalement soumis à un examen approfondi dans les réunions de consultation effectuées dans les premières semaines du mois de mars dans toutes les provinces.

Participaient à ces réunions le millier de délégués au Congrès, proposés depuis la base et démocratiquement élus, en représentation des militants du Parti et du peuple cubain dans son ensemble. Les femmes ont une forte présence (43 %), et bien que la logique veuille qu'à un événement de cette nature en règle générale les camarades les plus expérimentés soient élus, il y a cependant 55 jeunes de moins de 35 ans parmi les délégués.

Par ailleurs, plus de 3500 invités, qui ont également fait des propositions pour enrichir les documents, assistaient aux réunions de consultation. Parmi eux figuraient tous les députés de l'Assemblée nationale, des représentants des organismes de l'Administration centrale, des professeurs d'université, des chercheurs d'Institutions scientifiques, des anciens combattants, des dirigeants de base des organisations de masse, des représentants de notre société civile, des chefs religieux, des étudiants, des paysans, des intellectuels et des artistes, y compris des non-membres

du Parti.

L'un des documents a évalué les progrès de l'économie dans la période 2011-2015 ; un autre le respect de la mise en oeuvre des Orientations ; un troisième, leur mise à jour pour la période 2016-2021. Le quatrième, d'une grande portée théorique, contient une conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste. Le cinquième est le Programme de développement économique et social à l'horizon 2030. Tous deux se concentrent sur le pays que nous voulons : ils sont l'expression de la stratégie économique et sociale de la nation, avec précisément les Orientations et leur mise en oeuvre comme stratégie pour y parvenir. Leur fondement se trouve dans les contenus des Orientations adoptées par la 6e Congrès et reflète leur continuité et leur développement. Par conséquent, ils ne signifient pas quelque chose de différent dans la voie choisie, mais une étape supérieure qui repose sur la consultation et la discussion avec l'ensemble des militants et du peuple.

Le sixième document évalue l'état de la mise en oeuvre des objectifs de travail adoptés lors de la Première Conférence du Parti, en janvier 2012, lequel présente un bilan, en général, favorable, et projette sa continuité.

On peut s'imaginer la complexité de l'élaboration de ces documents qui, dans certains cas, ont nécessité de plus de temps que prévu à l'origine.

Étroitement liés entre eux, ils examinent les réalisations jusqu'à ce jour, ce qu'il reste à faire et comment faire face à l'avenir dans les domaines économique, social, politique et idéologique. Ces documents ne sauraient être vus à travers un prisme statique : ils seront débattus au VIIe Congrès, et comme les précédents, ils feront l'objet d'évaluations périodiques.

Le VIIe Congrès donnera suite au précédent et à la Première Conférence nationale du Parti, et permettra de tracer avec beaucoup plus de précision la voie à suivre pour que notre nation, souveraine et véritablement indépendante depuis le triomphe du 1er janvier 1959, puisse construire un socialisme prospère et durable.

(28 mars 2016)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca